

# On attend un général qui fasse le ménage dans la maison France



Enfin, il était temps... Notre sport national, la délation, est de nouveau de retour en force. Certes, il n'avait pas vraiment disparu les années précédentes, mais il avait su rester modeste. Certes, notre État liberticide a souvent incité à la dénonciation, mais comme il ne fallait pas trop montrer de similitude avec l'époque pas très glorieuse de la dernière débâcle, la chose se fait maintenant appeler « signalement », ce qui ne change rien à l'horreur. Et comme c'est officiel, nos brillants services peuvent même rétribuer la chose. Mais changer de nom n'a jamais rien résolu, que ce soit pour un acte ou un parti politique ou un quelconque produit. Ce qui change vraiment, c'est que maintenant c'est légal, encouragé, parfois rémunéré.

Les événements sanitaires ont amené une mise au grand jour de l'esprit de certains Français, malheureusement assez nombreux. Quand on voit des gens sortir sur leur balcon pour applaudir, soi-disant, le personnel soignant, et que dans le même temps, d'autres – ou peut-être les mêmes, demandent à leur voisin d'aller habiter ailleurs car il travaille à l'hôpital, et pourrait, de ce fait, les contaminer, on a vite compris que la

peur était bien plus marquée que la compassion, et cela démontre clairement que les belles phrases et les grandes idées, c'est bien en temps de quiétude, mais que ça ne vaut plus grand-chose dès que les situations se gâtent. On retrouve ici en application la fameuse échelle des besoins de Maslow.

On peut et on doit encore revenir sur la gestion calamiteuse de cette épidémie, qui, au regard de ce qui s'est déjà passé de par notre vaste monde, n'est pas si meurtrière que ça. Encore que pour essayer de se faire une idée, c'est assez difficile, au fond, on fait dire aux chiffres ce que l'on veut qu'ils nous disent. Ce qui est certain, c'est que le confinement ne réglera pas le problème médical – il va simplement le différer ; par contre, il crée un réel problème économique, et il sera difficile de s'en remettre, pour la majorité des gens tout au moins. Que les nantis amassent un peu moins pendant quelques temps, cela ne changera rien à leur train de vie, que les sans-dents soient si durement touchés, ça finira pas les anéantir complètement. On voit bien que l'option « atrophier concrètement les classes moyennes » a été mise à profit. Et pas seulement « l'euthanasie du rentier »...

Ce qui est absolument impensable, c'est ce total manque de préparation d'une part, ensuite, cette gestion calamiteuse qui donne absolument l'impression que tout, absolument tout, a été fait pour que les choses traînent en longueur. Entre le manque criant de matériel élémentaire, les innombrables barrages administratifs systématiquement mis en place pour empêcher ou retarder des fabrications locales, que ce soit dans les masques ou les tests, tout indique que les bonnes solutions ne doivent surtout pas être favorisées et mises en application trop rapidement. À ce stade, on ne peut plus parler de mauvaise préparation, au contraire, il y a eu une opportunité concrète pour exploiter cette situation particulière, permettant de ruiner le petit épargnant, tout en mettant en place des lois liberticides qui évoluent subrepticement vers l'esclavage des peuples...

Compte-tenu des tombereaux de monnaie de singe qui ont été et sont toujours imprimés de par le monde, ladite monnaie ne vaut plus rien, ce n'est que de la dette totalement irremboursable, et l'on conçoit sans peine que ceux qui auront à en assumer les terribles conséquences ne seront certainement pas ceux qui l'ont émise. Les gouvernements n'ont donc plus aucune solution, et pire encore, comme la France, inféodés à l'horreur bruxelloise. Notre pays n'a pas plus de moyens que de souveraineté. Comme d'autres, le peuple français est soumis à la loi des mondialistes, et il n'a plus voix au chapitre depuis longtemps. Par contre, il subit, et le seul domaine où l'État a encore une marge de manœuvre, c'est la répression, celle qui est nécessaire pour que les nantis gardent le pouvoir. Et là du coup, l'État n'est pas imprévoyant : à défaut de masques médicaux, les balles de défense et autres grenades de désencerclement ne sont pas en rupture de stock, bien au contraire, ces odieux personnages avaient pourvu – et même bien avant des pénuries possibles, comme quoi ils prévoient bien quelques événements délicats mais opportuns. C'est le virus providentiel qui est arrivé, ç'aurait pu être autre chose, la situation étant devenue ingérable. Certes, elle l'est encore plus maintenant, mais il y a prétexte légal et honteusement avancé comme « sauver des vies », pour pouvoir donner libre cours à la violence légale. L'histoire des permissions de sortie dérogatoire est une fumisterie aussi gigantesque que les radars sur les routes : d'abord, faire des contraventions, ça fragilise les gens, psychologiquement et financièrement. L'utilité réelle est secondaire.

Cela dit, la lucidité devient nécessaire, et outre la délation, il faut regarder en face, et crûment, comment ceci est possible. Nous avons dans notre pays une monstrueuse administration, un tas de gens que l'on peut classer en trois catégories : les utiles et indispensables, les neutres, les nuisibles. Hélas, certains appartiennent à deux catégories à la fois : d'un côté, ils font partie des indispensables, de l'autre, ils ont un énorme pouvoir de nuisance. Il est

démontré que des gens censés protéger les citoyens font essentiellement de la répression, c'est devenu quotidien. Les comportements iniques et monstrueux de certains qui distribuent les coups et les coûts – physiques et financiers, donc – ceux-là mêmes sont dans une posture difficilement excusable. La sacro-sainte rengaine de « l'obéissance aux ordres », n'est plus recevable. Voici ce que dit l'article 12 de la Déclaration des droits de l'homme :

*Art. 12. La garantie des droits de l'Homme et du Citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.*

Par ailleurs, toute personne au service de l'État a la possibilité de refuser d'exécuter un acte ou une action qu'elle juge contraire à la loi ou qui nuit au bien public. Parmi les membres titulaires de la violence légale, des messages ou articles émanant de certains syndicalistes vont tout à fait dans ce sens, et on peut donc penser que certains regrettent le comportement général de leurs collègues ou encore sont outrés par les ordres reçus. Il est évident qu'ils sont minoritaires, sinon il y a longtemps que ce gouvernement persécuteur et liberticide serait aux oubliettes, car il ne tient en réalité que par l'obéissance aveugle et zélée de cette institution. On peut se plaindre d'un gouvernement pervers et dictatorial, il faut bien garder à l'esprit que les dictatures n'existent que parce qu'un nombre non négligeable de sbires totalement soumis les maintiennent en place par la violence. Et des soumis volontaires, il n'y en a pas qu'en islam, hélas...

Dans notre pays, des hordes de gratte-papier, obsédés du « cerfa », n'hésitent pas à pourrir la vie de leurs semblables, uniquement pour montrer un minable brin de pouvoir : retards, oubli de dossier, dossier incomplet, tout est bon pour compliquer la vie des gens, leur voler du temps, de l'argent, le tout souvent servi par un méprisant sourire d'humiliation,

et quand vous voyez une longue file d'attente, à certains « services » (si on peut appeler ça « services »), on est en droit de ressentir une légitime colère. Pour revenir à la « violence légale », quand on voit le zèle de certains agents concernant cette imbécillité d'attestation pour seulement aller acheter son pain, quand on voit les fallacieux prétextes pour verbaliser, on ne peut, en aucune façon, accorder la moindre excuse à ces malfaisants légaux, et la presse (alternative-libre) ne manque pas de fournir des exemples. Si on ajoute que ces mêmes zélés ne sont plus si fiers quand ils vont – rarement il est vrai – dans « certains quartiers », on aura vite fait de se forger une opinion, hélas, pas très élogieuse, à leur endroit. Bien sûr, certains diront qu'ils ont besoin d'une paie en fin de mois, et que, si ils sortent du système, la réinsertion vers des tâches un peu plus nobles sera probablement difficile. Il est vrai que l'Éducation nationale ayant elle aussi abdiqué, le produit fini manque assez cruellement de valeur ajoutée, et comme il faut bien se caser quelque part... Mais en travaillant un peu à son employabilité, on peut toujours évoluer, et il est vrai que c'est un peu plus difficile et contraignant de reprendre une vraie formation que de cogner ou de verbaliser...

En conclusion, la situation dans notre pays est dramatique pour ne pas dire désespérée. Tous les patriotes sont atterrés et bouleversés et se demandent comment passer à l'action ?

En clair : on attend qu'un téméraire « général » pose (enfin) pied en pays neutre et donne les premières consignes. L'Angleterre n'est plus possible (voir comment ils traitent Assange), ne reste donc qu'un « paradis fiscal » (qui n'extrade pas) ; après tout, notre pays étant un « enfer fiscal », ce ne serait que juste retour des choses.

Ce ne sont pas les généraux qui manquent ici, on devrait bien pouvoir en trouver un !

Et ensuite, laisser les patriotes agir concrètement et

discrètement sur place : car il n'est plus possible d'attendre, nous n'avons plus d'autre solution que de faire parler la poudre...

**Alain Bonvin**